

État d'urgence en Italie : l'échec migratoire de Meloni

écrit par Alain Falento | 18 avril 2023





L'Italie vient de décréter l'état d'urgence, suite à l'arrivé massive de plus de 30 000 clandestins depuis le début de l'année, qui ont saturé les capacités d'accueil des camps.

Cet état d'urgence permettra ainsi à *Meloni* d'employer la « méthode Macron », à savoir la répartition autoritaire des clandestins sur l'ensemble du territoire italien.

Mais qu'est-il donc arrivé à la *Meloni* qui allait renverser les technocrates de la Commission européenne, bouter hors des eaux territoriales italiennes les bateaux de clandestins, stopper net l'immigration et redonner à l'Italie une partie de sa souveraineté ?

Comme prévu lors de son élection, *Meloni*, à l'instar de *Salvini*, s'est brutalement confrontée au principe de réalité. L'Italie faisant partie de l'Union européenne, elle se doit malheureusement d'en respecter la primauté du Droit. Ainsi, tous les clandestins qui entrent sur son territoire

ont des droits, garantis par l'Union européenne et son bras armé : la Cour de Justice de l'Union européenne, organisme fort sourcilleux et idéologiquement immigrationniste.

Les clandestins qui sont sur le territoire italien ne sont pas expulsables, et ne le seront jamais. La solidarité européenne est inexistante ; la seule option pour l'Italie serait de les faire se déverser en France, ce qu'elle ne manquera pas d'essayer de faire.

Mais alors, la pauvre *Meloni* croyait-elle naïvement qu'elle serait en mesure d'appliquer le programme qu'elle avait vendu à ses électeurs ?

Certainement pas ! *Meloni* s'est foutue de la gueule du monde, comme ses homologues nationalistes avant elle. Il est parfaitement impossible qu'elle n'ait pas disposé de conseillers compétents qui lui expliquent, bien avant son élection, qu'elle ne serait nullement en mesure d'appliquer un programme politique qui aille à l'encontre du droit communautaire européen.

Peut-être avait-elle l'intention de s'opposer frontalement à la Commission européenne, afin de pourfendre cette institution inique ? C'est en tout cas ce en quoi avaient envie de croire toutes les grandes âmes naïves lors de son élection. Le tableau était magnifique et dramatique : une femme italienne, courageuse, à l'assaut de la forteresse européenne. Dieu que c'était beau ! Épique !

Dès le lendemain de son élection, *Meloni* venait déjà faire carpette devant *von der Leyen*, afin de rassurer tout le monde sur le fait que l'Italie resterait un pays démocratique, européen, membre de la zone euro et otaniste.

Il ne faut pas oublier cette phrase de *von der Leyen*, prononcée peu avant les élections italiennes : « Nous avons des outils. ». Elle faisait bien entendu allusion au Droit européen, mais pas uniquement.

La dette de l'État italien est en effet pharaonique (135 % du PIB), et la charge de la dette (les montants des intérêts que l'Italie doit verser chaque année à ses créanciers) atteint 3,5 % du PIB.

De plus, l'augmentation des taux initiée par la Banque centrale européenne va faire très mal à l'Italie, dont les taux d'emprunt à 10 ans atteignent ce jour les 4,27%, ce qui n'est pas supportable pour les finances du pays... excepté si la BCE continue à acheter la dette italienne, dont elle détient déjà environ 31 % du stock.

Meloni a donc sciemment menti aux électeurs italiens, et elle les a trahis sans vergogne. Meloni, tout comme Macron, n'a plus la main sur rien, tant sa dépendance financière vis-à-vis de la BCE est totale. Elle va maintenant tenter de conserver son poste le plus longtemps possible, en feignant de s'opposer à l'Union européenne. Peut-être même va-t-elle donner le change en refusant un bateau ou deux, mais la grande masse des clandestins, elle sera contrainte de les garder sur le territoire italien. À terme, l'Italie sera même contrainte de leur délivrer un passeport italien.

Meloni est cependant un excellent contre-exemple pour tous les électeurs français qui croient encore tous les bonimenteurs qui racontent qu'il est possible de stopper l'immigration (certains parlent même de *remigration*), tout en restant dans l'Union européenne et l'euro.

L'observation attentive de la situation italienne permettra peut-être aux électeurs qui ont donné leur voix aux partis européistes de reconsidérer leur décision aux prochaines élections.

Si tel n'est pas le cas, la France deviendra alors un gigantesque camp de réfugiés.

Alain Falento

<https://ripostelaique.com/etat-durgence-en-italie-lehec-migratoire-de-meloni.html>